

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 30 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **30 mai à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MARGERIE-HANCOURT, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 24 mai 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, FORMET, FORTIN, VEBER (à partir de 18h30), DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. DELCOMBEL, Mme FELICETTI, M. LANTERNAT, Mmes ROYER (suppléante de M. COLLOT), ARMANETTI, MM. MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. MOULIN, Mme GEOFFROY, M. GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. ROYER, CHAVEROU, LOISELET (jusqu'à 20h15), PASSINHAS, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, M. ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, MM. BEAUJOIN, CARDOSO, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. DUCHÊNE (à partir de 18h35), EL GHALLOUSSI (à partir de 18h20).

Absents excusés : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. THIÉBAULT, MATHIEU, DESCHAMPS, MM. MALOU, CASTAGNA, NOBLET, COQUIN, BONETTI, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme JACQUEMOT, M. HMISSI, Mme BERTIN, M. ERRE.

Absents : MM. NICOULEAUD, TRIOLET, Mmes MUNSTER, GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ M. MATHIEU, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. GAUMONT,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à Mme FELICETTI,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. NOBLET, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. FORMET,
- ✓ M. COQUIN, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. ROYER,
- ✓ M. BONETTI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. BURCKEL.

Secrétaire de séance : Monsieur Romain DESANLIS.

MARCHÉS PUBLICS

MODE DE GESTION POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre FORMET

Mes cher-e-s collègues,

La Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER exerce la compétence de l'assainissement collectif sur 11 communes parmi les 35 communes membres de la Communauté ; cette compétence est exercée dans le cadre d'une délégation de service public arrivant à échéance le 30 juin 2025.

En application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales, il incombe au conseil communautaire de se prononcer sur le principe du mode de gestion et les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur partenaire de l'E.P.C.I., si celui-ci recourt à un marché public de prestations de service ou une délégation de service public.

En effet, plusieurs modes de gestion sont possibles :

- la régie ;
- la prestation de service ;
- la délégation de service public.

1. La régie

Le choix d'une exploitation future par une régie à créer expose notre établissement à plusieurs contraintes fortes :

- contraintes liées aux compétences et aux moyens en personnel à mobiliser pour créer la régie, la rendre opérationnelle et apte à assumer l'ensemble des responsabilités qu'implique une telle démarche ;
- contraintes liées aux moyens matériels et aux locaux à investir, à très court terme, pour répondre à la prise en charge du service ;
- contraintes liées aux moyens informatiques de suivi et d'analyse du réseau ainsi que pour la gestion de la clientèle ;
- nécessité de constituer un fonds de roulement estimé à environ 8 mois de chiffre d'affaires d'exploitation, que l'établissement devrait financer soit sur ses fonds propres, soit par recours à l'emprunt avec l'impact qui en résulterait en termes de taux d'endettement.

2. Le marché public de prestations de service

Le recours à un marché public de prestations de service présente l'avantage de se rapporter à un régime juridique assimilable à celui d'une régie, sans pour autant en exiger les contraintes en termes de constitution et de responsabilité technique de l'exploitation.

Cette option n'exonèrera toutefois pas l'établissement de devoir financer un besoin en fonds de roulement (BFR) pour rémunérer son exploitant suivant une périodicité a minima trimestrielle. Cette rémunération, intervenant à terme échu, permettra néanmoins de réduire quasiment de moitié le montant du BFR à financer par rapport à celui qui serait nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre d'une exploitation en régie directe.

Cette option présente néanmoins l'inconvénient de ne pas transférer totalement le risque lié à l'exploitation du service et nécessite une plus grande implication de l'établissement dans la gestion quotidienne du service.

3. La délégation de service public

La passation d'un contrat de délégation de service public présente plusieurs avantages déterminants par rapport à la passation d'un marché public de prestation de service :

- le transfert des risques au délégataire qui exploite le service à ses risques et périls ;
- la procédure de passation à laquelle il est soumis réserve une large part à la négociation, ce qui permet une optimisation de l'ensemble des paramètres techniques et financiers du contrat ;
- l'établissement est dispensé de mettre en place un fonds de roulement au titre de l'exploitation, le délégataire se rémunérant directement auprès des usagers ;
- les contrats de délégation de service (définis aux articles L. 1121-1 et L. 1121-3 du Code de la commande publique) peuvent mettre à la charge du délégataire certains travaux si ceux-ci peuvent avoir une incidence sur les conditions, les performances et l'économie de l'exploitation ;
- les contrats de délégation de service peuvent avoir une durée supérieure aux marchés publics de prestation de service. Cette durée reste favorable à l'obtention de conditions tarifaires optimisées et à une meilleure gestion patrimoniale des installations dont le délégataire doit assurer la maintenance.

Sur la base des données exhaustives contenues dans le rapport portant sur le principe d'une délégation de service public, la gestion déléguée semble la solution la plus à même de répondre à nos besoins.

Ce rapport, annexé à la présente délibération, a également pour objectif de présenter les principales caractéristiques des missions qui seraient confiées au futur exploitant du service. Ces dernières porteraient notamment sur :

- le régime de la gestion déléguée sous forme de concession compte tenu des montants de renouvellement et d'investissements demandés au concessionnaire justifiant conformément au Code de la commande publique (article R. 3114-2 du CCP) une durée de 9 ans ;
- une forte responsabilisation du concessionnaire propre à favoriser une maîtrise de l'ensemble des dépenses d'exploitation et un maintien de la qualité de service ;
- une répartition claire des rôles et responsabilités entre le concessionnaire et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE et DER ;
- un contrôle permanent de la Communauté de Communes lui permettant d'apprécier la qualité du service rendu par le concessionnaire, le respect par ce dernier du contrat signé et de ses annexes.

Les principales prestations confiées au délégataire comprendraient entre autres :

- la responsabilité de la garde de l'ensemble des ouvrages du service ;
- la responsabilité du respect des dispositions réglementaires s'appliquant aux ouvrages du service ;
- l'entretien et la maintenance de l'ensemble des installations avec mise en œuvre d'une GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) permettant un archivage de l'ensemble des incidents survenus sur les ouvrages ainsi que des opérations effectuées au titre de l'entretien et de la maintenance ;
- les travaux localisés d'entretien du génie civil des ouvrages et de la voirie interne aux installations, ainsi que les travaux d'entretien et de renouvellement des clôtures et des portails ;
- le renouvellement des équipements électromécaniques dans le cadre de la gestion d'un fonds de renouvellement visant à financer le renouvellement programmé et le renouvellement fonctionnel des dits équipements ;
- la réalisation de l'ensemble des contrôles, mesures, et analyses réglementaires se rapportant au contrôle du bon fonctionnement et de la conformité réglementaire des installations ;
- la tenue à jour de l'inventaire des ouvrages et des équipements électromécaniques des ouvrages du service, d'un S.I.G (Système d'Information Géographique), ainsi que des notices d'exploitation de ces ouvrages et équipements ;
- la prise en charge de l'ensemble des consommables ;
- le traitement, l'évacuation des sous-produits et des boues produites suivant les exigences du contrat ;
- la mise à disposition 24h/24 et 7j/7 d'une équipe d'astreinte constituée de techniciens spécialistes en assainissement collectif, d'électromécaniciens, d'agents d'entretien et d'exploitation et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure ;

L'information permanente de l'établissement visant à assurer :

- le contrôle du service par la mise en œuvre d'un internet sécurisé permettant la visualisation de l'action du délégataire et des données d'exploitation du service (SIG en ligne, interventions, alarmes, GMAO, inventaire, mesures, ...).
- la production d'un rapport annuel technique et financier conforme aux dispositions de l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique.

Par ailleurs le délégataire pourrait, si la C.C.V.C.D. le souhaite à l'issue des négociations, se voir confier la prise en charge financière et la réalisation d'un certain nombre de travaux à caractère concessif.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants, articles R. 1411-1 et suivants,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 1121-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

Vu le rapport annexé à la présente délibération,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 16 mai 2024,

Vu l'avis favorable de la commission environnement du 21 mai 2024,

Vu l'avis favorable du bureau communautaire en date du 21 mai 2024,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le principe de la délégation de service public pour une durée de 9 ans ;

2°/ autoriser le lancement de la procédure de passation du contrat de délégation de service public assainissement collectif ;

3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à prendre toute mesure et à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la procédure de publicité et de mise en concurrence et notamment à négocier avec les candidats ayant présenté une offre au vu de l'avis de la commission énoncée à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil de Communauté.

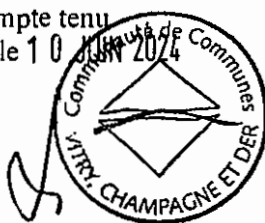
Le secrétaire de séance,
Romain DESANLIS



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRÉSIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET

A handwritten signature in black ink.

Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 JUIN 2024
et de la publication le 11 JUIN 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



**RAPPORT SUR LE PRINCIPE D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF**

COMMUNAUTE DE COMMUNES, VITRY CHAMPAGNE ET DER

I – OBJET

Service de l'Assainissement – Etude du mode de gestion

II – PREAMBULE

Issue de la fusion des Communautés de Communes de Vitry le François, du Mont Moret et des Quatre Vallées et de l'adjonction des communes isolées de Margerie-Hancourt et de Couvrot, la Communauté de Communes de Vitry, Champagne et Der (CCVCD) a été créée le 1^{er} janvier 2013. Dans sa configuration actuelle, elle regroupe 35 communes

Parmi les compétences transférées, la CCVCD exerce :

- ✓ La compétence eau potable sur les 32 communes parmi les 35 ; cette compétence est exercée dans le cadre d'une délégation de service public arrivant à échéance le 30 juin 2025 ;
- ✓ La compétence de l'assainissement collectif sur 11 communes membres ; cette compétence est exercée dans le cadre d'un contrat de délégation de service public qui prendra fin le 30 juin 2025.

La constitution même de la CCVCD l'a conduite à intégrer des services d'eau et d'assainissement relevant de modes de gestion différents

Le service assainissement collectif regroupe :

- ✓ 11 communes, gérées en délégation de service public (DSP) ;
- ✓ 6 unités de traitement dont 1 de 67 900 EH (équivalent-habitants) ;
- ✓ Capacité de dépollution de 71 250 EH ;
- ✓ 1 bassin de retenue de pollution 3 600 m³, 13 déversoirs d'orage (DO), 36 postes de relevage (PR) ;
- ✓ 6 133 abonnés, réseau d'eaux usées (EU) de 76,9 km, réseau unitaire de 34 km ;
- ✓ Pour une assiette de facturation de 1 000 811 m³ en diminution sur les 5 dernières années.

Le service de l'assainissement collectif est actuellement exploité dans le cadre d'une délégation de service public, dont la convention passée avec la Société VEOLIA Compagnie Générale de l'Eau en janvier 2017 arrive à échéance le 30 juin 2025.

Dans le cadre de la délégation de service public, la Société VEOLIA assure les prestations suivantes :

- ✓ L'entretien et la surveillance des installations de collecte des eaux usées (réseaux unitaires et des réseaux séparatifs de collecte des eaux usées et accessoires de réseau, postes de relèvement et de refoulement, déversoirs d'orage, bassin de retenue de pollution) ;
- ✓ L'entretien et la surveillance des installations de traitement des eaux usées et des boues (les termes « installations de traitement des eaux usées et des boues » faisant référence à l'ensemble des installations de traitement, y compris des sous-produits et lixiviats) ;
- ✓ La surveillance et le contrôle des rejets éventuels des ouvrages au milieu naturel, la recherche des anomalies susceptibles de perturber le bon fonctionnement du service et la résorption de ces situations dans les limites définies par le présent contrat ;
- ✓ L'élimination des déchets et autres sous-produits ainsi que l'évacuation et l'élimination des boues produites selon des filières conformes à la réglementation ;
- ✓ La réalisation des travaux mis à la charge du Délégué par le présent contrat et ses avenants ultérieurs ;

- ✓ La gestion des relations avec les usagers du service public d'assainissement collectif pendant toute la durée du contrat, dont la facturation et le recouvrement de la redevance d'assainissement collectif, le cas échéant par mandat au gestionnaire du service d'eau potable
- ✓ L'information et l'assistance technique à la Collectivité pour lui permettre de maîtriser le service, notamment par la transmission de données précises et fiable.

III – Description du service de l'Assainissement collectif

Le service de l'Assainissement Collectif intègre les installations suivantes :

Réseau

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Canalisations gravitaires (ml)						
eaux pluviales (séparatif)	260 ml	260 ml	260 ml	39 818 ml	39 795 ml	39 989 ml
eaux usées (séparatif hors refoulement)	67 447 ml	67 447 ml	67 393 ml	67 898 ml	68 398 ml	68 803 ml
réseau unitaire hors refoulement	33 738 ml	33 815 ml	33 907 ml	33 903 ml	34 087 ml	33 903 ml
refoulement eaux usées	8 215 ml	8 234 ml	8 215 ml	8 427 ml	8 421 ml	8 121 ml
Nombre de branchements	5 010	5 010	5 010	5 010	5 010	5 010
Nombre de PR	35	35	35	35	35	35

L'activité sur le réseau est la suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	MOYENNE
Interventions de curage préventif								
Longueur de canalisations curée (ml) à titre préventif	16 609 ml	13 394 ml	16 898 ml	16 550 ml	15 765 ml	15 166 ml	18 650 ml	16 071 ml
N/N-1		-19,36%	26,16%	-2,06%	-4,74%	-3,80%	22,97%	
linéaire EU Curé	11 444 ml	10 568 ml	11 305 ml	11 291 ml	10 670 ml	11 348 ml	8 348 ml	10 588 ml
% du réseau curé	16,97%	15,67%	16,77%	16,63%	15,60%	16,49%	12,13%	15,55%
linéaire unitaire curé	5 481 ml	2 826 ml	5 593 ml	5 259 ml	5 095 ml	3 818 ml	10 302 ml	5 482 ml
% du réseau curé	16,25%	8,36%	16,50%	15,51%	14,95%	11,26%	30,22%	16,13%
Nombre de PR curés	196	177	252	220	267	222	263	
Nombre de curages annuels par PR	5,60	5,06	7,20	6,29	7,63	6,34	7,51	6,52

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	MOYENNE
Interventions curatives							
Désobstructions sur réseau	93	64	73	75	68	106	80
Désobstruction sur branchements	51	23	38	50	44	70	46
réparations de branchements	35	27	35	24	22	34	30
sur accessoires	7	14	0	1	2	2	4
interventions sur déversoirs d'orage							
curage curatif	2 779 ml	1 748 ml	860 ml	1 203 ml	891 ml	1 137 ml	1436
ouvrages réparés	0	4	2	1	0	2	2

Stations d'épuration

	Capacité en équivalent habitant	Capacité hydraulique en m3/j
Lagune de Courdemanges	600	90 m3/j
Station d'épuration de MAROLLES	1 200	180 m3/j
Station d'épuration de BLAIZE SOUS ARZILLIERES	500	75 m3/j
Station d'épuration de COUVROT	800	120 m3/j
Station d'épuration de SOULANGES	250	38 m3/j
Station d'épuration de Vitry le François	67 500	9 750 m3/j

TOTAL	70 850	10 253 m3/j
-------	--------	-------------

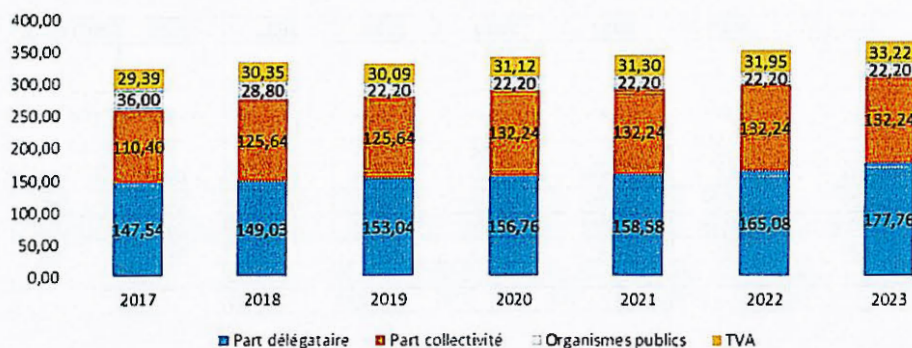
	Capacité en équivalent habitant	Capacité hydraulique en m3/j	Conformité à l'arrêté Préfectoral	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration Matières sèches	Taux de boues évacuées selon une filière conforme
Lagune de Courdemanges	600	90 m3/j	0%	74,50 t	100%
Station d'épuration de MAROLLES	1 200	180 m3/j	100%	9,20 t	100%
Station d'épuration de BLAIZE SOUS ARZILLIERES	500	75 m3/j	100%	2,20 t	100%
Station d'épuration de COUVROT	800	120 m3/j	100%	11,50 t	100%
Station d'épuration de SOULANGES	250	38 m3/j	100%	2,70 t	100%
Station d'épuration de Vitry le François	67 500	9 750 m3/j	100%	613,20 t	100%
TOTAL	70 850	10 253 m3/j		713,30 t	

Gestion de la Clientèle

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	EV sur 2017
Nombre d'abonnés (clients) desservis	5 271	5 988	6 003	5 975	6 003	6 131	16,32%
Nombre d'habitants desservis total	20 154	19 836	20 937	17 387	20 300	19 607	-2,71%
Assiette de la redevance (m3)	1 241 589 m3	1 163 765 m3	1 182 544 m3	966 133 m3	1 000 811 m3	1 146 259 m3	-7,68%
N/N-1		-6,27%	1,61%	-18,30%	3,59%	14,53%	

Éléments de facturation

Répartition du tarif



	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Prix TTC au m3	2,69 €/m3	2,78 €/m3	2,76 €/m3	2,85 €/m3	2,87 €/m3	2,93 €/m3	3,05 €/m3

Economie du service AC

Recettes moyennes sur 7 ans	2 568,02 K€
Part du Déléataire	1 348,41 K€
Part de la Collectivité	1 043,56 K€
Redevance Agence de L'eau	146,88 K€
Produits des travaux	28,02 K€
Produits accessoires	1,15 K€
Charges moyennes sur 7 ans	2 647,36 K€
Collectivité et organismes public	1 190,45 K€
Personnel (8 ETP)	448,13 K€
Energie Electrique	135,21 K€
Sous-traitance (8 ETP)	460,88 K€
Produits de traitement	56,71 K€
Autres charges d'exploitation	264,90 K€
Charges de renouvellement	75,96 K€
Charges d'investissement	15,11 K€
Resultat	-79,34 K€

IV - Analyse comparative du mode de gestion

Le choix du mode de gestion des services public d'eau relève de la totale liberté de décision de l'assemblée délibérante de la Collectivité. Ce choix se fait en fonction de considérations techniques, juridiques, financières et politiques.

Plusieurs options existent pour la Collectivité :

- ✓ **Une gestion directe en régie**, dans laquelle la Collectivité assure la totalité du service et en est entièrement responsable,
- ✓ **Une gestion sous la forme d'une régie assistée d'un ou plusieurs marchés de prestation de service**, dans laquelle la collectivité est entièrement responsable du service mais confie tout ou partie de l'entretien des ouvrages à un ou plusieurs prestataires privés,
- ✓ **Une gestion déléguée**, dans laquelle la Collectivité confie la gestion du service à un tiers, qui l'exploite à ses risques et périls. Dans le cas d'une concession de service, il est possible de confier au concessionnaire une part d'investissement, par exemple le renouvellement de certains matériels ou la réalisation d'ouvrage(s) ou d'équipement(s) spécifique(s).

Les objectifs de la Collectivité doivent toujours rester les mêmes, quel que soit le mode de gestion choisi :

- ✓ La satisfaction des besoins des usagers,
- ✓ Le maintien d'une infrastructure permettant d'assurer la continuité du service public.

Les tableaux suivants présentent une comparaison entre les différents modes de gestion envisageables sur les points clé de la gestion du service, en précisant les avantages et inconvénients de chacun.

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p><i>Définition</i></p> <p>La gestion du service est assurée par la Collectivité qui prend en charge l'ensemble des prestations (investissement et fonctionnement) avec ses propres moyens en personnel, matériel et moyens financiers.</p>	<p><i>Définition</i></p> <p>Contrat administratif à durée déterminée par lequel la Collectivité confie l'exploitation du service (ou une partie) à un prestataire privé qui agit pour le compte de la Collectivité moyennant une rémunération versée par cette dernière.</p>	<p><i>Définition</i></p> <p>Contrat administratif à durée déterminée par lequel la Collectivité confie à un tiers dénommé "délégataire" l'exploitation du service, à ses risques et périls, moyennant une rémunération perçue directement auprès des usagers du service.</p>
<p><i>Réalisation des investissements</i></p> <p>La Collectivité réalise, sous sa responsabilité, la totalité des investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marchés de travaux soumis au Code de la Commande Publique 	<p><i>Réalisation des investissements</i></p> <p>La Collectivité réalise, sous sa responsabilité, la totalité des investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marchés de travaux soumis au Code de la Commande Publique 	<p><i>Réalisation des investissements</i></p> <p>La Collectivité réalise, sous sa responsabilité, la totalité des investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marchés de travaux soumis au Code de la Commande Publique <p>Mais possibilité de confier au délégataire certains investissements (travaux « concessifs »). Toutefois, compte tenu de la courte durée du contrat les montants de ces investissements seront très fortement limités.</p>
<p><i>Financement des investissements</i></p> <p>La Collectivité assure le financement des investissements grâce aux ressources qu'elle mobilise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après des usagers : redevance devant couvrir l'ensemble des charges du service assuré par la Collectivité, • Après des organismes publics : subventions auprès du Conseil départemental, de l'Agence de l'Eau, • Après des banques : emprunts, • Après de l'Etat : dotations diverses, FCTVA ou assujettissement TVA. 	<p><i>Financement des investissements</i></p> <p>La Collectivité assure le financement des investissements grâce aux ressources qu'elle mobilise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après des usagers : redevance devant couvrir l'ensemble des charges du service assuré par la Collectivité, • Après des organismes publics : subventions auprès du Conseil Départemental, de l'Agence de l'Eau, • Après des banques : emprunts, • Après de l'Etat : dotations diverses, FCTVA ou assujettissement TVA. 	<p><i>Financement des investissements</i></p> <p>La Collectivité assure le financement des investissements grâce aux ressources qu'elle mobilise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après des usagers : reversement par le délégataire de la surtaxe communale (qu'il perçoit auprès des usagers du service) permettant à la Collectivité de couvrir ses charges (notamment le remboursement des emprunts contractés pour le financement des ouvrages). Le montant de cette surtaxe est fixée chaque année par délibération du conseil de la collectivité. • Après des organismes publics : subventions auprès du Conseil Départemental, de l'Agence de l'Eau, • Après des banques : emprunts, auprès de l'Etat : dotations diverses.

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p><i>Exploitation du service</i></p> <p>La Collectivité exploite le service avec ses propres moyens en personnel et en matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel technique de la collectivité • Matériel de la collectivité : véhicules, engins, pièces détachées, informatique, télétransmission..... • Prestations d'entretien des équipements et ouvrages à la charge de la Collectivité : réparations des casses, • Renouvellement des équipements, des branchements, du génie civil à la charge de la Collectivité, • Analyses réglementaires et autres à la charge de la Collectivité • Intervention d'urgence, astreinte, gestion des crises à la charge de la Collectivité • Facturation à la charge de la Collectivité, ou du prestataire si cela lui est confié dans un contrat spécifique, ou de l'exploitant du service AEP • Accueil physique et téléphonique des usagers par la Collectivité. • Réactivité aux sollicitations des usagers • Information directe de la collectivité sur la vie du service, circuit de réponse court pour tout ce qui touche à la maîtrise d'ouvrage • Cohérence de l'exploitation avec les orientations stratégiques de la collectivité (application directe du règlement de service au travers des préconisations de mise en conformité ou d'urbanisme) • Souplesse du périmètre d'intervention 	<p><i>Exploitation du service</i></p> <p>Le prestataire exploite le service pour le compte de la Collectivité dans les conditions fixées par le contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel du prestataire, • Matériel du prestataire : véhicules, engins, pièces. • Prestations d'entretien des équipements à la charge du prestataire : réparations des casses, • Renouvellement des équipements, des branchements, du génie civil des ouvrages à la charge de la Collectivité, • Analyses réglementaires à la charge de la Collectivité, • Interventions d'urgence, astreinte, crises.... À la charge du prestataire si cela lui est confié dans son contrat, • Facturation à la charge de la Collectivité, ou du prestataire si cela lui est confié dans son contrat, • Accueil physique et téléphonique des usagers par la Collectivité. • Réactivité aux sollicitations des usagers • Information directe de la collectivité sur la vie du service, circuit de réponse court pour tout ce qui touche à la maîtrise d'ouvrage • Cohérence de l'exploitation avec les orientations stratégiques de la collectivité (application directe du règlement de service au travers des préconisations de mise en conformité ou d'urbanisme) 	<p><i>Exploitation du service</i></p> <p>Le délégataire exploite le service à ses risques et périls dans les conditions fixées par le contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel du délégataire, • Matériel du délégataire : véhicules, engins, pièces détachées... • Prestations d'entretien des équipements et ouvrages à la charge du délégataire : réparations des casses, • Renouvellement des équipements à la charge du délégataire : provisions pour renouvellement et garantie patrimoniale de renouvellement prévues contractuellement, • Renouvellement des branchements (dans une certaine limite de linéaire) à la charge du délégataire, • Renouvellement du génie civil des ouvrages à la charge de la Collectivité (mais certains investissements possibles par le délégataire) • Analyses réglementaires et autres à la charge du délégataire, • Intervention d'urgence, astreinte, gestion des crises à la charge du délégataire, • Facturation à la charge du délégataire : selon le choix de la collectivité : émission, encaissement (y compris la surtaxe revenant à la Collectivité) encaissement et relance + gestion des impayés. • Accueil des usagers par le délégataire. • Toute modification du périmètre d'intervention génère un avenant. • Possibilité de bénéficier des Capacités d'expertise et de développement des grands groupes

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p><i>Régime du personnel</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le personnel affecté au service relève de la fonction publique. Il est soumis aux règles de la fonction publique. Astreintes à assurer. Application de l'article L 1224-1 du code du travail qui impose la reprise du personnel de l'exploitant actuel 	<p><i>Régime du personnel</i></p> <p>Le personnel du prestataire relève du droit privé - possibilité de mutualisation du personnel.</p> <p>Application de l'article L 1224-1 du code du travail qui impose la reprise du personnel de l'exploitant actuel</p>	<p><i>Régime du personnel</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le personnel du délégataire relève du droit privé - possibilité de mutualisation du personnel. Application de l'article L 1224-1 du code du travail qui impose la reprise du personnel de l'exploitant actuel
<p><i>Régime financier et comptable</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget propre du service qui obéit aux règles de la comptabilité publique : équilibre, annualité, etc. Pour la collecte des eaux usées, le budget spécifique de la régie obéit aux règles de la comptabilité publique (M49). Pour la collecte des eaux pluviales les dépenses sont imputées au budget principal, Les charges du service (investissement + exploitation + facturation) doivent être équilibrées par les recettes propres du service (essentiellement la redevance perçue auprès des usagers du service), sauf cas particuliers, Obligation pour la Collectivité d'amortir ses investissements mais sur une durée définie par la collectivité en lien avec les durées de vie des équipements ou ouvrages, Transparence des coûts supportés par l'usager Maîtrise des coûts du service. 	<p><i>Régime financier et comptable</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget propre du service qui obéit aux règles de la comptabilité publique : équilibre, annualité, etc. Pour la collecte des eaux usées, les opérations relatives aux investissements et les relations financières entre la Collectivité et le prestataire figurent dans le budget annexe de la Collectivité (Instruction M 49), Pour la collecte des eaux pluviales les dépenses sont imputées au budget principal, Le contrat de prestations définit la rémunération versée par la Collectivité au prestataire pour l'exploitation du service. Obligation pour la Collectivité d'amortir ses investissements, mais sur une durée définie par la collectivité en lien avec les durées de vie des équipements ou ouvrages, 	<p><i>Régime financier et comptable</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le budget propre du service qui obéit aux règles de la comptabilité publique : équilibre, annualité, etc. Pour la collecte des eaux usées, les opérations relatives aux investissements et les relations financières entre la Collectivité et le délégataire figurent dans le budget annexe de la Collectivité (M 49). Le contrat de délégation de service définit les tarifs demandés aux usagers du service. Ces tarifs prennent en compte : <ul style="list-style-type: none"> ✓ La rémunération du délégataire comprenant l'ensemble des charges afférentes à l'exploitation du service affirmé, ✓ Le versement, le cas échéant, d'une redevance pour occupation du domaine public qui sera reversée par le délégataire à la Collectivité. Le délégataire peut percevoir pour le compte de la Collectivité la surtaxe et lui reverse dans les conditions et délais fixés contractuellement (art. 216 quater et suivants du code des impôts). La mise en place d'une convention directe entre la collectivité et le délégataire du service d'eau potable est possible. Le délégataire pourra aussi mettre en œuvre une convention La Collectivité ne supporte aucun déficit financier d'exploitation mais ne peut bénéficier d'un éventuel excédent (sauf modalités particulières concernant la garantie patrimoniale du renouvellement prévue contractuellement). Mais attention au manque de transparence des CARE

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p><i>Régime fiscal</i></p> <ul style="list-style-type: none"> La Collectivité n'est pas soumise à la fiscalité des entreprises privées : impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage.... Assujettissement du service collecte des eaux usées, sur option, e la TVA sur l'investissement : récupération de la TVA sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement par la voie fiscale, En cas de non assujettissement, la TVA est récupérée uniquement sur les dépenses d'investissement via le Fond de Compensation de la TVA. En cas d'assujettissement taux de TVA applicable sur le tarif H.T. : 5,5% sur l'AEP et 10% sur l'ASS 	<p><i>Régime fiscal</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le prestataire est soumis à la fiscalité des entreprises privées : impôts sur les sociétés, taxe professionnelle, taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage.... Assujettissement du service collecte des eaux usées, sur option, e la TVA sur l'investissement : récupération de la TVA sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement par la voie fiscale, En cas de non assujettissement, la TVA est récupérée uniquement sur les dépenses d'investissement via le Fond de Compensation de la TVA. En cas d'assujettissement taux de TVA applicable sur le tarif H.T. : 5,5% sur l'AEP et 10% sur l'ASS 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation automatique de la redevance délégataire par application d'une formule de révision, Amortissement des investissements concessifs, généralement sur la durée du contrat. <p><i>Régime fiscal</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Perception par la collectivité d'une Redevance d'Occupation Du Domaine Public versée par le délégataire Le délégataire est soumis à la fiscalité des entreprises privées : impôts sur les sociétés, taxe professionnelle, taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage.... Le choix de la DSP entraîne l'assujettissement à la TVA des dépenses d'investissement réalisées par la collectivité sur le périmètre du contrat. La collectivité réalise les déclarations de TVA pour récupérer la TVA sur ces investissements : La surtaxe versée par le délégataire est TTC et la collectivité reverse la TVA correspondante à l'administration fiscale. Les taux de TVA applicable sur le tarif H.T. : 5,5% sur l'AEP et 10% sur l'ASS
<p><i>Mise en concurrence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en concurrence uniquement sur les travaux et prestations passés en marchés publics Mais une simple délibération suffit pour décider de changer de mode d'exploitation du service. 	<p><i>Mise en concurrence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Règles de procédure prévues par le code de la commande publique : procédure ouverte ou restreinte, éventuellement procédure négociée. Commission d'appel d'offre conformément au Code de la Commande Publique 	<p><i>Mise en concurrence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Règles de procédure prévues au titre 2 de la troisième partie du Code de la Commande Publique (article L3120 et suivants), et des articles L 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales. Procédure ouverte ou restreinte : avis de publicité + présentation des offres + négociations, Mise en place d'une commission spécifique instaurée par délibération du conseil municipal, composée du Maire de la Commune + 5 membres + suppléants-.
<p><i>Incitation à améliorer la gestion</i></p>	<p><i>Incitation à améliorer la gestion</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Pas de réelle incitation pour le prestataire à améliorer la gestion du service : il perçoit de la Collectivité une rémunération forfaitaire fixée par le contrat, quels 	<p><i>Incitation à améliorer la gestion</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Peut permettre une bonne incitation à l'amélioration de la gestion dans la mesure où le délégataire a une obligation de performance (en lien avec les engagements contractuels):

GESTION PUBLIQUE ; REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<ul style="list-style-type: none"> Incitation vis à vis des élus qui peuvent décider par délibération de changer le mode d'exploitation du service s'ils l'estiment nécessaire, Incitation vis-à-vis des usagers qui peuvent « remonter » leur insatisfaction directement au élu ou au responsables de service. Pas de pénalités en cas de non atteinte des performances si ce n'est une possible "sanction politique ou usagers". Une implication forte des personnels de la régie permet une amélioration de la gestion et de la qualité du service 	<p>que soient l'activité et les résultats d'exploitation (sauf si intéressement et/ou pénalités prévus dans son contrat).</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour les contrats de prestation VGP , les pénalités sont prévues systématiquement. 	<p>indicateurs de performance prévus contractuellement sur la gestion du service.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des pénalités sont prévues contractuellement en cas de non atteinte des performances ou en cas de non-respect du contrat, Le contrat de délégation de service public repose sur un bon équilibre dans les relations entre la Collectivité et son délégataire.
<p>Durée et réversibilité du choix</p> <p>Aucune limite dans le temps n'est fixée en cas de gestion directe, ce qui peut être soit un avantage, soit un inconvénient.</p> <p>La régie peut perdurer longtemps sans qu'aucun élément ne vienne la remettre en cause ou, à l'inverse, être théoriquement plus précaire puisque la Collectivité peut y mettre fin à tout moment (alors qu'en concession de service, le délégataire bénéficie d'un contrat sur une longue durée).</p>	<p>Durée et réversibilité du choix</p> <p>Le Code de la Commande Publique n'impose aucune limite de durée aux marchés publics. La seule obligation est d'en indiquer une.</p> <p>"Le marché doit être conclu pour une durée raisonnable de façon à permettre une mise en concurrence régulière. D'une manière générale, il appartient à la collectivité concernée d'apprécier si la durée qu'elle prévoit pour son marché paraît raisonnable, eu égard à la quantification des prestations à effectuer".</p> <p>Réponse ministérielle du 13- 04-1998 : "Il revient à la collectivité d'apprécier au cas par cas la durée nécessaire à l'exécution du contrat, avec pour objectif d'organiser une concurrence régulière des fournisseurs permettant de vérifier la convenance des prestations et des prix aux besoins exprimés".</p> <p>La donnée pertinente prise en considération pour fixer la durée est la complexité de la prestation. C'est donc l'examen des conditions de fonctionnement des équipements qui est déterminant.</p> <p>La Réversibilité simplifiée compte tenu des durées modérées et des prolongations annuelles possibles.</p> <p>Une durée de l'ordre de 1 à 4 ans est généralement admise dans le cas des marchés de prestations de service public.</p>	<p>Durée et réversibilité du choix</p> <p>Deux possibilités pour les élus :</p> <ul style="list-style-type: none"> Soit une durée courte afin de pouvoir assurer une mise en concurrence suffisamment régulière. Le Code de la Commande Publique précise que la durée des contrats de Délégation de service ne peut excéder 5 ans en l'absence d'investissements dont la durée d'amortissement est susceptible de justifier une durée plus longue (maximum 20 ans pour les services d'eau et d'assainissement). Soit une durée suffisamment longue pour ne pas avoir à organiser trop souvent des procédures de mise en concurrence qui peuvent sembler lourdes et coûteuses, sous réserve d'investissements dont la durée d'amortissement est susceptible de justifier une durée plus longue. <p>Aussi, le décret n°2018-1075 du 3/12/2018 pose le principe que les Délégations de service doivent être limitées dans leur durée.</p> <p>Il est prévu dans l'ordonnance que les durées des Délégations de services ne peuvent excéder 20 ans.</p> <p>Au regard de ces textes, les contrats de Délégation de service concernant ces services sont conclus pour une durée de 5 ans. Si le délégataire prend en charge certains travaux, comme par exemple, le renouvellement de matériels, il convient de rallonger la durée du contrat pour lui permettre d'amortir ses investissements (dans la limite de 20 ans).</p>

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p>Contrôle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle interne uniquement, • Néanmoins, il existe une obligation de "rendre compte" auprès des usagers du service, de la commission environnement et de la CCSP, • : le Président doit établir chaque année un rapport sur le prix de l'eau précisant les conditions d'exploitation du service, • Objectif et reporting réguliers à la hiérarchie et aux élus souvent mis en œuvre 	<p>Contrôle</p> <p>La Collectivité contrôle les prestations effectuées par le prestataire sur la base du compte rendu remis annuellement par ce dernier. Il s'agit essentiellement d'un contrôle sur les résultats techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le bon entretien des installations et ouvrages du service, • S'assurer de la réalisation par le prestataire des prestations mises à sa charge contractuellement, • Rechercher les causes éventuelles d'une mauvaise qualité du service et trouver des solutions d'amélioration. <p>En complément les services de VGP organisent une réunion de suivi trimestrielle et une réunion mensuelle pour le marché curage réseau en cours.</p> <p>Enfin une vérification des prestations sur le terrain est réalisée régulièrement.</p>	<p>Contrôle</p> <p>Le contrôle de la Collectivité porte sur 3 aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion technique des installations, • Gestion financière du service délégué, • Qualité des prestations fournies aux usagers. <p>Pour cela, il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De fixer des objectifs clairs de gestion du service, • De vérifier que ces objectifs sont atteints lors de l'exécution du contrat, • D'obtenir des rapports annuels techniques et financiers. (L'article L3131-5 et suivants du code de la commande publique a précisé leur contenu). <p><u>Contrôle des résultats techniques :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérifier le bon entretien des installations et ouvrages du service, • S'assurer de la réalisation par le délégataire des prestations mises à sa charge contractuellement, • Rechercher les causes éventuelles d'une mauvaise qualité du service et trouver des solutions d'amélioration. <p><u>Contrôle de la qualité des prestations fournies aux usagers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de la qualité de l'eau ou des rejets, • Paramètre divers : délais de réponse aux réclamations, délais d'intervention, traitement de situations de difficultés de paiement.
		<p><u>Contrôle des résultats financiers</u></p> <p>Il peut exister une divergence d'intérêts à propos de la gestion financière du service. Le délégataire doit financer son développement, ce qui le conduit à chercher à réaliser des bénéfices, alors que la</p>

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
		<p>Collectivité a la responsabilité de veiller au maintien d'un juste tarif pour les usagers.</p> <p>Un bon contrôle des résultats financiers d'un service délégué n'a pas pour objet d'empêcher le délégataire de réaliser des bénéfices, mais de vérifier que ces bénéfices sont acquis dans un contexte de respect des engagements contractuels et de qualité de service et non d'un tarif trop élevé par rapport aux prestations effectuées.</p>

Avantages et Inconvénients de chaque mode d'exploitation

GESTION PUBLIQUE : REGIE DIRECTE	GESTION PUBLIQUE PAR MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE	GESTION PRIVÉE : DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)
<p><i>Avantages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La collectivité définit ses tarifs, • Bonne maîtrise communale des décisions, des investissements, des prestations d'exploitation et de toutes les interventions sur les ouvrages et le service, • Garantie d'application des choix communautaires, • Connaissance et maîtrise des coûts du service, • Unicité de prise en charge et de responsabilité du service : interlocuteur unique. • Possible allègement du tarif du fait du non assujettissement de la Collectivité à certaines taxes, la non-imposition à la TVA du poste personnel (qui représente la charge la plus lourde du service), de l'absence de frais généraux pour la Collectivité. • Proximité du service et des usagers. • Maîtrise directe des moyens techniques et humains consacrés au service d'assainissement 	<p><i>Avantages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Bonne maîtrise communale des décisions, des investissements, • Entretien des équipements et gestion courante confiés à un prestataire disposant de la technicité pour assurer les prestations qui lui sont confiées, moyennant rémunération forfaitaire prévue contractuellement ; • Souplesse du contrat par lequel la Collectivité peut confier tout ou partie de l'entretien et de la gestion des ouvrages et du service et conservation à la charge d'autres prestations. • Souplesse de la gestion du personnel du prestataire • Pour le prestataire : responsabilité limitée aux prestations qui lui sont confiées par le contrat. 	<p><i>Avantages</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Collectivité peut conserver la maîtrise de l'investissement tout en déléguant l'exploitation du service aux risques et périls au délégataire, • Intervention d'un spécialiste dans un domaine qui demande de plus en plus de technicité ; • Renouvellement et garantie patrimoniale prévus contractuellement, • Le délégataire peut recourir, sans mise en concurrence, à des entreprises extérieures, en cas de nécessité, pour passer des marchés de travaux, services ou fournitures. • Possibilité de faire prendre en charge par le délégataire certains investissements bien identifiés. • Souplesse de la gestion du personnel, • Mise en concurrence et négociations selon les règles prévues par le titre 2 de la 3^{ème} partie du Code de la Commande Publique, • Incitation d'améliorer la gestion du service : mise en place d'indicateurs de performances et application de pénalités en cas de non-respect des obligations, • Contrôle par la Collectivité de l'exploitation du service par la remise des comptes annuels, • Responsabilités d'exploitation prises en charge par le délégataire.

<ul style="list-style-type: none"> • La totalité du service incombe à la Collectivité : investissement, exploitation, entretien, renouvellement, gestion des crises..... • Nécessité de moyens en personnel qualifié pour assurer les prestations du service et de la facturation, • Gestion du personnel : organisation des astreintes et de la gestion de crise à gérer, • Logiciel de facturation à acquérir ou convention à mettre en place avec délégataire AEP par exemple, • Nécessité de moyens matériels : informatique, automatisme, télétransmission, véhicules, engins, ... • Gestion des impayés par la Collectivité ou convention à mettre en place avec délégataire AEP par exemple • Responsabilité totale de la Collectivité : civile, pénale, vis à vis des ouvrages, des tiers, de l'environnement • Nécessité de souscrire des assurances pour garantir la Collectivité dans le cadre de ces activités d'exploitation du service, • Difficulté de bénéficier d'efforts de recherche et de développement dont pourrait bénéficier un prestataire privé (très limité sur les réseaux de collecte), • Pas de mise en concurrence régulière, • Des contraintes dans la gestion du service : La collectivité est soumise aux règles du code de la commande publique pour toutes les externalisations (procédure, délai de réalisation des travaux,...), 	<p style="text-align: center;">Inconvénients</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de possibilité de négociations du contrat avec les candidats, d'où la nécessité de bien définir les prestations et les critères de sélection dans le dossier de consultation ; • Forte responsabilité du service restant à la charge de la Collectivité ; • Prise en charge par la Collectivité des prestations de gros entretien et du renouvellement (sauf celles pouvant éventuellement être mis à la charge du prestataire au terme du contrat, mais de façon très limitée) ; • Pas de réelle possibilité d'adaptation du contrat en cours d'exécution pour tenir compte de l'évolution de l'exploitation des ouvrages. Les avenants sont soumis à des conditions strictes, notamment concernant l'économie du contrat (Code de la commande Publique), • Gestion des impayés par la Collectivité, • Un alourdissement des charges (par rapport à une régie), notamment du fait de l'assujettissement de l'exploitant à un certain nombre d'impôts et taxes : TVA sur le personnel, impôts sur les sociétés....., 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des impayés par le délégataire en charge de la facturation mais validation des abandons de créances par la collectivité. • Mutualisation possible du coût de certains postes d'exploitation avec d'autres services (achat de produits ...). 	<p style="text-align: center;">Inconvénients</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moindre maîtrise des tarifs ; la collectivité ne choisit pas les tarifs (définition contractuelle) et dispose de peu de marge de manœuvre pour les ajuster. • Possibilité de tarifs plus hauts compte tenu de charges supplémentaires qui n'existent pas en cas de gestion publique : impôts, frais généraux, coût du personnel, TVA sur le personnel, ... • La maîtrise de l'exploitation du service peut échapper à la collectivité, d'où l'importance du contrôle et du suivi à assurer au quotidien par celle-ci et par le bials : de l'analyse des comptes rendus annuels techniques et financiers notamment, • Les charges de renouvellement doivent être bien définies dans le contrat sinon, il y a risque de conflit entre la Collectivité et le délégataire (la collectivité n'est pas exonérée de ses obligations en matière d'entretien/renouvellement). • Le contrôle de l'activité du délégataire doit être régulier et important pour vérifier l'adéquation des clauses contractuelles avec les prestations réalisées, • La proximité du service avec les usagers peut ne pas être réelle : demander dans le contrat, soit une implantation locale, soit au moins un délai d'intervention maximum qui ne peut être supérieur à 2 heures
---	---	--	---

VI Les critères pouvant influencer sur le choix du mode de gestion de l'Assainissement collectif

Plusieurs particularités de l'exploitation du service de l'Assainissement Collectif peuvent influencer sur le choix de son mode de gestion.

Le choix d'une exploitation future par une régie à créer expose ainsi la collectivité à plusieurs contraintes fortes :

- ✓ L'exploitation des installations impose à la collectivité d'être en mesure de faire appel à des **expertises spécifiques** en matière de maîtrise de la qualité, de traitement, d'électromécanique, d'automatismes ;
- ✓ Les caractéristiques des réseaux avec une forte proportion de réseau unitaires qui apporte une quantité importantes d'eaux claires parasites oblige à un pilotage précis des installations de traitement et des moyens importants tant en qualification du personnel que dans le pilotage des installations (Télégestion, analyse des bases de données, GMAO)
- ✓ Le maintien des exigences actuellement fixées en matière de continuité de service, suppose de pouvoir, en toutes circonstances, **maintenir à disposition 24h/24 et 7j/7** une équipe d'astreinte constituée de techniciens spécialistes en gestion des eaux usées, d'électromécaniciens, d'agents d'entretien et de cadres en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure, contrainte que la Collectivité ne saurait être en mesure de satisfaire de manière économique sans recourir à des embauches importantes ou au service d'une société extérieure disposant de la capacité de mutualiser ces ressources avec d'autres services ;
- ✓ Au regard des **exigences réglementaires** auxquelles sont soumises ce type d'installations, et de la responsabilité résultant des impacts en matière de **santé publique** et de **protection de l'environnement** qu'elle est susceptible d'entraîner en cas de mauvais fonctionnement, la Collectivité devrait se doter d'une compétence autonome en matière de veille et de suivi réglementaire des installations ;
- ✓ Enfin il convient de ne **pas sous-estimer les contraintes temporaires** induites par le passage d'une gestion déléguée, constituant le régime actuel de l'exploitation, à une exploitation via une régie. Ces contraintes temporaires sont de trois natures :
 - **Contraintes liées aux compétences et aux moyens en personnel à mobiliser pour créer la Régie**, la rendre opérationnelle et à assumer l'ensemble des responsabilités qu'implique une telle démarche ;
 - **Contraintes liées aux moyens matériels et aux locaux à investir**, à très court terme, pour répondre à la prise en charge du service ;
 - **Nécessité par ailleurs pour la collectivité de constituer un fonds de roulement** estimé à environ 8 mois de chiffre d'affaire d'exploitation. La collectivité devrait financer ce fonds de roulement soit sur ses fonds propres, soit par recours à l'emprunt avec l'impact qui en résulte en termes de taux d'endettement.



L'ensemble de ces contraintes conduisent à préconiser le recours à une externalisation de l'exploitation du service.

Dès lors deux options sont envisageables pour ce qui concerne le régime de cette externalisation :

- ✓ **Le recours à un marché public de prestations de service ;**
- ✓ **Ou bien le recours à un nouveau contrat de Délégation de service.**

Le recours à un marché public de prestations de service présente l'avantage de se rapporter à un régime juridique assimilable à celui d'une régie, sans pour autant en exiger les contraintes en termes de constitution et de responsabilité technique de l'exploitation.

Cette option n'exonèrera toutefois pas la collectivité de devoir financer un besoin en fonds de roulement (BFR) dans la mesure où elle devra, dans ce cas, rémunérer son exploitant suivant une périodicité a minima trimestrielle. Cette rémunération intervenant à terme échu, permettra néanmoins de réduire quasiment de moitié le montant du BFR à financer par rapport à celui qui serait nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre d'une exploitation en régie directe.

Cette option présente toutefois l'inconvénient de ne pas transférer totalement le risque lié à l'exploitation du service et nécessite une plus grande implication de la Collectivité dans la gestion quotidienne du service.

De fait, le recours à un nouveau contrat de délégation de service apparaît comme une solution mieux adaptée à la situation de la Communauté de communes.

La passation d'un contrat de délégation de service public présente cinq avantages déterminants par rapport à la passation d'un marché public de prestation de service :

- ✓ Le transfert des risques au délégataire qui exploite le service à ses risques et périls ;
- ✓ La procédure de passation à laquelle il est soumis réserve une large part à la négociation, ce qui permet une optimisation de l'ensemble des paramètres techniques et financiers du contrat ;
- ✓ La Collectivité est dispensée de mettre en place un fonds de roulement au titre de l'exploitation, le délégataire se rémunérant directement auprès des usagers ;
- ✓ Les contrats de Délégation de service (définis à l'Article L1121-1 et L1121-3 du Code de la Commande Publique) peuvent mettre à la charge du délégataire certains travaux si ceux-ci peuvent avoir une incidence sur les conditions, les performances et l'économie de l'exploitation,
- ✓ Les contrats de Délégation de service peuvent avoir une durée supérieure aux marchés publics de prestation de service : on admet une durée de 5 ans, voire jusqu'à 20 ans si cette durée peut se justifier par l'amortissement d'investissements consentis par le délégataire.

Les réseaux d'eaux pluviales communaux sont du ressort de la compétence des communes membres et ne font pas partie du périmètre de la Délégation.

VII -Caractéristiques du nouveau contrat de délégation de service

Il conviendra de privilégier les éléments suivants dans le cadre du nouveau contrat :

- Le régime de la gestion déléguée sous forme de concession compte tenu des montants de renouvellement et d'investissements demandés au concessionnaire justifiant conformément au Code de la commande publique (R. 3114-2 CCP) une durée de 9 ans ;
- Une forte responsabilisation du concessionnaire propre à favoriser une maîtrise de l'ensemble des dépenses d'exploitation et un maintien de la qualité de service ;
- Une répartition claire des rôles et responsabilités entre le concessionnaire et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE et DER ;

- Un contrôle permanent de la Communauté de Communes lui permettant d'apprécier la qualité du service rendu par le concessionnaire, le respect par ce dernier du contrat signé et de ses annexes.

Les principales prestations confiées au délégataire comprendraient entre autres :

- La responsabilité de la garde de l'ensemble des ouvrages du service ;
- La responsabilité du respect des dispositions réglementaires s'appliquant aux ouvrages du service ;
- L'entretien et la maintenance de l'ensemble des installations avec mise en œuvre d'une GMAO permettant un archivage de l'ensemble des incidents survenus sur les ouvrages ainsi que des opérations effectuées au titre de l'entretien et de la maintenance ;
- Les travaux localisés d'entretien du génie civil des ouvrages et de la voirie interne aux installations, ainsi que les travaux d'entretien et de renouvellement des clôtures et des portails ;
- Le renouvellement des équipements électromécaniques dans le cadre de la gestion d'un fonds de renouvellement visant à financer le renouvellement programmé et le renouvellement fonctionnel des dits équipements ;
- La réalisation de l'ensemble des contrôles, mesures, et analyses réglementaires se rapportant au contrôle du bon fonctionnement et de la conformité réglementaire des installations ;
- La tenue à jour de l'inventaire des ouvrages et des équipements électromécaniques des ouvrages du service, d'un SIG (système d'Information Géographique), ainsi que des notices d'exploitation de ces ouvrages et équipements ;
- La prise en charge de l'ensemble des consommables ;
- Le traitement, l'évacuation des sous-produits et des boues produites suivant les exigences du contrat ;
- La mise à disposition 24h/24 et 7j/7 d'une équipe d'astreinte constituée de techniciens spécialiste en assainissement collectif, d'électromécaniciens, d'agents d'entretien et d'exploitation et d'un cadre en mesure d'intervenir dans un délai de moins d'une heure ;
- L'information permanente de la collectivité visant à assurer par :
 - Le contrôle du service par la mise en œuvre d'un internet sécuriser permettant la visualisation de l'action du délégataire et des données d'exploitation du service (SIG en ligne, interventions, alarmes, GMAO, inventaire, mesures, ...).
 - La production d'un rapport annuel technique et financier conforme aux dispositions de l'article L 3131-5 du Code de la commande publique.

Par ailleurs le délégataire pourrait, si la Collectivité le souhaite à l'issue des négociations, se voir confier la prise en charge financière et la réalisation d'un certain nombre de travaux à caractère concessif.